

Manuel de géopolitique

7 - Les villes

mercredi 2 novembre 2022, par [Patrice GOURDIN](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Patrice GOURDIN](#), 7 - **Les villes**, *Diploweb.com* : la revue géopolitique, 2 novembre 2022.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

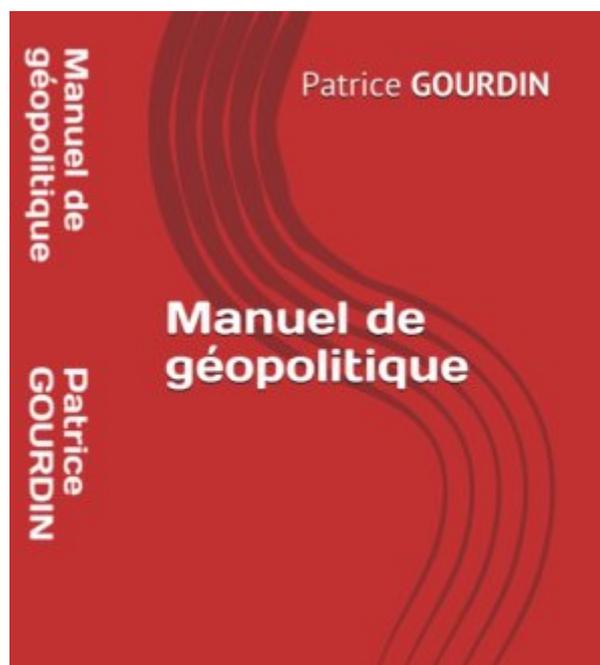
Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Les villes sont des lieux majeurs pour une étude géopolitique mais aussi stratégique. Voici pourquoi et voici comment les comprendre. L'auteur présente notamment les caractéristiques de la guerre dans une ville. Extrait gratuit d'un ouvrage de P. Gourdin, "Manuel de géopolitique", éd. Diploweb, via Amazon.

EN 2008, l'ONU annonça que **51%** de la **population mondiale** était **urbaine** et affirma que le **XXIe siècle** serait celui des villes [1]. Elle prévoyait que la proportion atteindrait 60% dans vingt ans. Rappelons qu'en 1800 cette dernière était de... 2%. Désormais, le territoire urbain, lieu d'agrégation par excellence, concentre la majorité de la population de la planète. Si l'on ajoute que l'accélération et l'amplification de la mondialisation reposent sur un réseau dont quelques villes constituent les nœuds essentiels, on prend la mesure des enjeux. Pour **l'analyse géopolitique**, le territoire urbain constitue un champ d'étude particulièrement riche car, « depuis son apparition [...] la ville est le lieu du pouvoir. C'est en effet le lieu à partir duquel les hommes sont administrés, dirigés, organisés [2] ». Et ce **pouvoir** s'exerce dans des **domaines** aussi **divers** que la vie politique, les activités économiques, les relations sociales, l'information, la culture ou la guerre, notamment. L'analyse de ces multiples paramètres et de leurs interactions, pour complexe qu'elle soit, s'impose à qui veut comprendre pourquoi les acteurs cherchent à conserver ou prendre la ville. Et cela, que l'on se place dans une perspective pacifique, comme des élections municipales ou des activités économiques, par exemple, ou dans une perspective conflictuelle, comme le maintien de l'ordre, la défense ou la conquête militaires d'un territoire urbain.



Patrice Gourdin, "Manuel de géopolitique", éd. Diploweb, via Amazon.

D'un clic sur sa couverture, vous pourrez vous procurer ce livre broché à des conditions très avantageuses. Patrice Gourdin, "Manuel de géopolitique", éd. Diploweb, via Amazon. Une référence à ne pas manquer.

Les géographes s'accordent sur la difficulté à définir la **ville**. Isidore de Séville (570-636) nous livre la clé de cet embarras : « Ce ne sont pas les pierres mais les hommes qui font la cité ». La

ville, création humaine, reflète la diversité spatiale et temporelle des modes d'organisation et des systèmes de valeur des sociétés.

La ville s'individualise d'abord par les **caractéristiques** qui la distinguent des autres espaces et qui fondent l'"urbanité". Ainsi ressortent : la **concentration**, plus forte que n'importe où ailleurs, d'une **population** plus ou moins nombreuse (la définition statistique de la ville varie selon les pays) ; une **morphologie** particulière, mais très variable ; des **contraintes** spécifiques liées au terrain disponible, à la circulation, aux équipements ou aux services collectifs, notamment ; un **mode de vie** et une **organisation** distincts de (mais pas forcément opposés à) ceux des campagnes, mais pas uniformes ; des **fonctions** qui n'existent pas (ou dans de moindres proportions) ailleurs, mais que l'on ne trouve pas toutes, ni avec le même degré d'importance dans chaque ville. Même si l'on ne retient que les principales, les fonctions urbaines sont nombreuses et se combinent de multiples manières. La ville peut être un centre politique : siège du pouvoir, ou de ses représentants, et de ses opposants ; siège d'organisations internationales ; résidence des représentants de pays étrangers. Elle héberge des administrations. Elle joue un rôle religieux, avec son (ses) lieu(x) de culte(s), parfois comme résidence d'un dignitaire, ou comme lieu de pèlerinage. Elle rayonne peu ou prou dans le domaine culturel : éducation, enseignement supérieur, recherche, bibliothèques, archives, musées, création, spectacles, imprimerie, édition, moyens d'information. Elle s'intègre parfois dans le système défensif (passé ou présent) : fortifications, port de guerre, garnison, établissements divers, dont industrie d'armement. Elle conserve parfois des activités agricoles résiduelles : maraîchage, jardineries, pépinières. Elle a souvent concentré des activités industrielles, elle en est même quelquefois directement issue. Les équipements et les paysages varient selon l'(les) activité(s) : extraction minière, industries lourdes, biens d'équipements, et/ou produits de consommation. La ville offre des services comme, par exemple, ceux qui se trouvent en relation avec la santé, le sport, le logement, les sièges d'entreprises, les banques, les assurances, le commerce, l'ingénierie, les télécommunications, l'informatique ou les transports. Le territoire urbain reflète aussi les différences - réelles ou ressenties - existant entre les hommes qui l'occupent : son découpage résulte en partie de la hiérarchie sociale, de l'appartenance ethnique, ou des croyances religieuses, par exemple. La complexité de ce territoire, qui associe la densité à la diversité et qui s'intègre à des réseaux [3], conduit à considérer la ville comme un "**système**", un ensemble constitué de nombreux sous-ensembles aux interactions multiples et en constante évolution :

« La ville est un foyer émetteur et un foyer récepteur de flux. [...] La ville est un système centralisateur résultant d'une multitude de comportements humains individuels et collectifs [4] ».

Compte tenu de la grande **variété** des **combinaisons**, le pluriel semble préférable au singulier et il vaut peut-être mieux parler "des" villes que de "la" ville.

Il existe une **hiérarchie** urbaine et ce, quelle que soit la taille de l'espace étudié, car « la ville, même très modeste, est un foyer polarisant, exerçant une action sur ses périphéries [5] ». Mais la nature comme l'ampleur de cette "action" peuvent varier et l'on peut trouver "des" classements urbains, différents selon le domaine retenu.

Par exemple, la **mondialisation** continue de s'affirmer comme un processus qui se joue dans un certain nombre de villes, au premier rang desquelles figurent New York, Londres, Paris, Tokyo, Hong Kong, Los Angeles, Singapour, Séoul et Toronto [6]. Elles donnent le ton au reste

du monde, se trouvent exposées en première ligne aux dangers qui le menacent, constituent la pierre angulaire des intégrations. Plusieurs **critères** permettent de définir et de hiérarchiser ce que certains appellent la "mondialité" [7] de ces villes. En premier lieu, leur influence politique, mesurée à partir du nombre d'ambassades, de consulats, de missions commerciales, de *think tanks* réputés, de sièges d'organisations internationales, d'organisations ayant un rayonnement mondial qui s'y trouvent, de réunions politiques internationales accueillies et des jumelages réalisés avec d'autres villes. Ensuite, vient l'activité économique, évaluée à travers le montant de la capitalisation de sa Bourse, le nombre de sièges des 500 premières entreprises industrielles mondiales et des 40 premières entreprises mondiales de services qu'elle accueille, le volume de ses échanges et le nombre de congrès professionnels internationaux qui s'y réunissent. Compte également sa connexion avec le reste du monde : nombre d'agences de presse internationales, part des informations internationales dans les principaux journaux locaux, nombre d'abonnés au réseau Internet en haut débit. Ce qui complète son rayonnement culturel : part de la population détentrice d'un diplôme universitaire, part d'immigrants dans la population, nombre d'établissements scolaires internationaux, nombre d'établissements universitaires de renommée mondiale et nombre d'étudiants étrangers y préparant un doctorat. Enfin, est prise en compte sa notoriété, à travers des éléments aussi divers que le nombre de manifestations sportives, d'expositions qui s'y déroulent, le nombre de musées qu'elle possède, le nombre de touristes étrangers qu'elle accueille, ou l'étendue de la qualité de son offre culinaire [8]. Bref, « leur caractéristique principale est de constituer des centres directionnels et décisionnels absolument essentiels des systèmes productifs et politiques du Monde [9] ».

Le monde ne constitue toutefois pas la seule dimension à considérer : la ville se retrouve à tous les échelons de l'espace humain. Du chef-lieu de canton à la capitale nationale en passant par la métropole régionale, chaque agglomération attire les hommes, exerce et subit des influences. La diversité et le poids de ces dernières s'avèrent éminemment variables et appellent un examen précis. Enfin, n'oublions pas l'hétérogénéité du territoire urbain lui-même : petite, moyenne ou grande, une ville ou une métropole se subdivisent en quartiers, qui forment chacun une entité particulière au regard de leur configuration, de leur(s) utilisation(s) et de leur(s) population(s), notamment. Prenons deux exemples. À Oakland, en Californie, « sur les collines, les *hills*, on trouve les populations les plus aisées. La partie la plus haute de ces collines regroupe les habitants les plus riches, alors que sur les hauteurs moyennes se situent les classes aisées un peu moins riches. Sur les bas des collines, l'autoroute I-580 coupe la ville en deux. En dessous, se trouvent les *flatlands*, bas quartiers où se situent les ghettos noirs de part et d'autre des quartiers de forte immigration, ainsi que la zone industrielle le long de la baie et le centre ville proche du lac intérieur. Les collines sont le dernier bastion des Blancs, où ceux qui n'ont pas quitté la ville au moment de la suburbanisation et du déclin économique d'Oakland se sont réfugiés. Les collines sont ainsi peuplées très majoritairement de Blancs - à l'exception de quelques personnes de couleur qui ont réussi économiquement -, alors que les *flatlands* abritent essentiellement les minorités. La zone tampon des collines moyennes accueille les minorités ayant gravi l'échelle sociale... et du coup la colline [10] ».

En Afrique subsaharienne, on rencontre

« un tissu urbain morcelé et anarchique, fractionné en îlots hétérogènes. [...] Le remplissage des espaces interstitiels lié à la forte croissance urbaine n'a pas gommé la ségrégation spatiale initiale : aux classes sociales favorisées, proches du pouvoir politique, les quartiers les plus sains, les mieux desservis par les différents réseaux urbains (eau, électricité, ramassage des

ordures, transports en commun...), ceux où l'on "respire" car ils sont mieux ventilés, situés sur les hauteurs ou à proximité de la mer. [...] Dans les quartiers populaires, la concentration de l'habitat est maximale, par un phénomène de densification des logements au fur et à mesure de l'accueil de nouveaux migrants en provenance des campagnes. Construits de bric et de broc à leur naissance [...], les quartiers spontanés perdent progressivement leur caractère précaire avec le temps. [...] Les quartiers spontanés sont souvent installés dans les sites les moins favorables : bas-fonds, pentes abruptes, zones industrielles, marécages insalubres, quartiers périphériques [11] ».

Dans les pays du **Sud**, les territoires urbains subissent des difficultés considérables, ce qui représente des risques immenses pour le pouvoir. La ségrégation sociale se manifeste de manière à la fois très brutale et très visible, même si l'on observe une tendance à repousser les plus pauvres de plus en plus loin, comme à Lagos (Nigeria). L'imbrication demeure de mise, particulièrement en Amérique latine où « les villes présentent des quartiers dont les populations sont aux deux extrémités de l'échelle sociale : les centres-villes juxtaposent quartiers riches, quartiers délabrés habités par les pauvres et quartiers d'habitat informel qui se sont glissés dans les interstices de l'urbanisation. Dans les zones périurbaines, les lotissements des classes aisées ou moyennes apparaissent comme des îles au milieu des quartiers pauvres [12] ».

D'immenses **bidonvilles** jouxtent encore souvent les centres d'affaires ultramodernes et les quartiers résidentiels aisés ou pour classes moyennes, comme à Johannesburg, où le bidonville Alexandra côtoie le quartier d'affaires ultramoderne de Sandton. En 2005, 36,5% de la population urbaine, soit plus de 800 000 000 de personnes, vivaient dans des zones d'habitat qualifié de "non intégré". Doux euphémisme pour désigner des logements précaires, sis dans des secteurs dépourvus de tout service, pollués et/ou exposés à des risques naturels. Ces lieux de marginalité économique (ils appartiennent au secteur de l'économie qualifiée d'"informelle", pour ne pas dire délictueuse), sociale, culturelle et sanitaire concentrent un désarroi moral et une violence énormes, qui échappent dans une large mesure à l'état de droit. Par conséquent, ils alimentent tout à la fois la criminalité de droit commun (Johannesburg ou Rio de Janeiro comptent parmi les villes les plus dangereuses du monde) et les mouvances communautaristes ou fondamentalistes. Après les attentats du 16 mai 2003, un journaliste constatait : « la bonne société marocaine découvre qu'il existe une autre **Casablanca**, une seconde ville dont il ignore tout ou presque, celle des bidonvilles [...] La vie y est précaire et pénible [...] Les mosquées sont le seul lien social [13] ». En décembre 2008, le réalisateur Noureddine Lakhmani présenta, sous le titre révélateur de *Casanegra*, un film dévoilant sans fard la vie quotidienne des habitants de ces quartiers [14].

Ces problèmes urbains polarisent l'attention de nombreux organismes, au premier rang desquels l'ONU. Celle-ci a mis en place un "Programme pour les établissements humains", couramment appelé "ONU-Habitat", qui publie un rapport tous les deux ans [15]. Inventoriant les **carences** actuelles des systèmes urbains, notamment dans les pays émergents et dans les pays qui attendent toujours le développement, ses auteurs soulignent les **risques** liés à la croissance urbaine. En fait, toutes les interactions se retrouvent en cause : l'environnement, les activités, les relations sociales, la qualité des encadrements, les valeurs et les croyances. Lors de la présentation de son dernier rapport, préoccupée par un accroissement qui se fait, au rythme de 5 000 000 d'habitants supplémentaires chaque mois dans les villes des pays en développement, sans politique efficace de correction des dysfonctionnements, la directrice

d'ONU-Habitat avertissait : « nous ne pourrions pas vivre en paix dans les villes [16] ».

Cela se produit déjà, lorsque les marginaux submergent l'ensemble de l'espace urbain, comme le montre l'exemple de **Karachi** (12 000 000 d'habitants) :

« Capitale du Pakistan jusqu'en 1961, Karachi est demeurée le poumon économique et financier du pays et son principal port, ce qui en fait la "porte du pays vers le monde extérieur", et le principal centre d'exportation de produits licites et illicites du Pakistan et d'Afghanistan. Karachi a également accueilli, à l'issue de la Partition de l'Inde en 1947, l'élite économique des "réfugiés" indo-musulmans que le premier recensement pakistanais, datant de 1951, qualifia de *Muhajirs* [17]. Depuis, Karachi est une ville de migrants, à tel point qu'on a pu la surnommer "la Mère des immigrés". Par son extraversion économique et par sa démographie, Karachi est bien une "ville-monde [18]", qui présente une spécificité dans le contexte sud-asiatique : ses conflits violents, d'une grande diversité et d'une intensité inconnue dans le reste du pays comme dans la région. Ces violences ont privé la cité du destin de "ville-globale" en détournant les investisseurs étrangers, mais elles n'en ont pas moins contribué à sa mondialisation, en insérant la ville à des marchés mondiaux illicites et en en faisant la tête de pont des réseaux mondialisés de l'islam radical implantés au Pakistan [19] ».

« L'homme de la rue stigmatise ironiquement la violence en parlant de la "culture de la Kalachnikov". En dehors du banditisme classique, les actes de violence peuvent être répartis en trois groupes : les rivalités ethniques, les rivalités sectaires et les rivalités politiques [20] ».

Le tableau se passe de commentaires et pourrait correspondre à la physionomie de bon nombre de "villes éclatées" et autres "mégapoles anarchiques".

Toutefois, cette perception négative demande quelque correction, sauf à tomber dans une sorte de déterminisme social selon lequel tout bidonville serait le premier cercle de l'enfer et devrait faire l'objet de coûteux programmes d'aménagement ou être rasé sans autre forme de procès. Ces politiques ne font pas l'unanimité, notamment la première, qui porte en germe tous les inconvénients de l'assistanat. Certains proposent une approche positive. De manière pragmatique, il s'agirait d'appréhender l'extension tentaculaire des nouveaux bidonvilles des pays en développement comme « la construction de logements bon marché pour (et par) des personnes déplacées, venues des campagnes, des gens aspirés par l'économie moderne urbanisée et cherchant de toutes leurs forces à améliorer leur existence [21] ». Hong Kong, Mumbai ou Johannesburg offriraient l'exemple de telles situations. Pour provocatrice qu'elle paraisse, cette manière de voir mérite examen, à supposer que l'on puisse s'appuyer sur des études fiables.

Les inégalités et les ségrégations ne sont pas l'apanage des villes du tiers-monde et elles suscitent aussi des tensions, des crises ou des affrontements au cœur des **pays prospères**. Depuis l'accélération de la périurbanisation dans les pays industrialisés (à partir des années 1950), les spécialistes observent une **fragmentation sociale** et **spatiale** des villes, mais dans une proximité, voire un enchevêtrement, qui crée une confrontation permanente risquant de dégénérer en affrontement. Plutôt qu'un phénomène inédit, il semble que nous nous trouvions face au nouvel épisode d'un couple partition-proximité aussi ancien que le phénomène urbain lui-même. En effet, la Rome antique avait ses quartiers résidentiels et ses quartiers pauvres et mal famés, comme Suburre ; à l'instar de la plupart des capitales médiévales, Paris avait sa Cour des miracles ; quant aux bas-fonds de la Londres victorienne, la littérature les décrit amplement, tout comme ceux du Paris pré-haussmannien. Les *Trente Glorieuses* ne résolurent

pas tout et la ségrégation sociale, fréquemment assortie d'une discrimination ethnique et/ou religieuse, a suscité un malaise dans les "banlieues". Ces portions du territoire urbain cumulent, au détriment de leurs habitants, les difficultés d'accès : à l'emploi, au logement, aux services, aux études longues et aux quartiers centraux, en particulier. **Los Angeles**, en avril 1992, connut six jours de sanglantes émeutes (38 morts) qui eurent un retentissement mondial. Les autorités durent déployer la garde nationale pour ramener le calme. Parmi les causes, on relève une police mal contrôlée, un chômage élevé et un racisme virulent entre les différentes composantes de la population. La **France**, depuis 1979 ("incidents" de Vaulx-en-Verin), connaît des troubles endémiques plus ou moins graves, qui culminèrent en octobre et novembre 2005. Partis de Clichy-sous-Bois, ils gagnèrent les quartiers "sensibles" du département de Seine-Saint-Denis, puis des autres départements d'Île-de-France et, enfin, d'autres villes de France, parmi lesquelles Lille, Strasbourg, Montbéliard, Dijon, Lyon, Toulouse, Pau, Nantes ou Rouen. Le pouvoir s'estima suffisamment menacé par cette situation pour instaurer par décret [22], le 8 novembre, l'état d'urgence sur le territoire métropolitain. Le Président de la République fit aux Français, le 14 novembre, une déclaration spécialement consacrée à ce sujet. À cette occasion, il reconnaissait :

« ... certains territoires cumulent trop de handicaps, trop de difficultés. Des territoires confrontés à la violence et au trafic. Des territoires où le chômage est massif et l'urbanisme inhumain. Des territoires où des enfants sont déscolarisés, où trop de jeunes peinent à trouver un emploi, même lorsqu'ils ont réussi leurs études. Aux racines des événements que nous venons de vivre, il y a évidemment cette situation [23] ».

Ces événements devinrent immédiatement un sujet d'étude non seulement pour les responsables politiques et les chercheurs, mais aussi pour les spécialistes en stratégie. Un "stratégiste" belge réputé allait même jusqu'à se demander : « La France est-elle à l'avant-garde d'un nouveau type de confrontation ? Une version « civile » de la guerre asymétrique que connaît l'Irak aujourd'hui ? [24] ». Ces éruptions de violence rappellent les "émotions" populaires d'Ancien Régime : spectaculaires mais dépourvues de chef(s) et de programme, elles tournent rapidement court, sans que les problèmes qu'elles révèlent soient résolus. L'insatisfaction persiste et le problème géopolitique engendré par les zones urbaines "en difficulté" demeure.

Pourtant, les responsables politiques se montrent extrêmement attentifs à l'évolution des villes sous tous leurs aspects [25]. Ce que l'urbaniste François Ascher appelle la "métapole" contemporaine

« est une ville hétérogène, qui réunit en un même système cinq types urbains très différents : la ville centre, très dense, riche en transports publics et en équipements, où vivent les populations les plus privilégiées ; la banlieue périurbaine, où l'on trouve essentiellement des petits bâtiments collectifs et des classes moyennes attachées au lien avec la centralité principale ; l'aire suburbaine, dominée par les zones pavillonnaires, qui a très peu de liens avec la ville centre et restera "condamnée" aux déplacements automobiles ; la ville des exclus et des assignés à résidence, c'est-à-dire les grands ensembles, enclavés et mal desservis ; enfin, des zones de campagne, refuge des "rurbains". Les métropoles d'aujourd'hui doivent se construire sur des compromis. L'enjeu, pour les urbanistes et les politiques, c'est d'élaborer les compromis qui permettront de faire vivre ensemble ces cinq catégories, de fabriquer une ville qui puisse satisfaire leurs besoins de manière équitable [26] »

Les dysfonctionnements urbains posent au(x) pouvoir(s) des problèmes cruciaux car, dans les

démocraties, c'est-à-dire dans les sociétés précisément fondées sur la recherche du compromis, ils deviennent des **thèmes électoraux** majeurs. Ainsi, l'insécurité en général, et en territoire urbain en particulier, constitua en **France** un des arguments électoraux bénéfiques au Front national dans les années 1980 et 1990, avant que Nicolas Sarkozy ne le récupère à son profit [27]. La ségrégation sociale alimente, également, une très vive controverse. Depuis les années 1980, il existe une "politique de la ville", qui s'évertue à régler les problèmes particuliers aux quartiers défavorisés. Globalement, il s'agit de réduire leurs difficultés et de les réintégrer dans la ville à laquelle ils appartiennent. La complexité des dispositifs, leur coût et leur efficacité alimentent le débat politique depuis lors. Aucun gouvernement, aucune majorité, aucune opposition n'ont manqué d'inscrire ces questions dans leurs programmes et leur action. Rappelons quelques étapes récentes. Après un âpre débat, le Parlement adopta, le 13 décembre 2000, la loi « Solidarité et renouvellement urbains », dite SRU. Il s'agissait d'adapter la politique urbaine aux problèmes actuels : périurbanisation, déplacements et mixité sociale. Elle fit l'objet d'un ajustement par la loi « Urbanisme et habitat », du 2 juillet 2003. L'objectif affiché - assurer une meilleure qualité de vie en ville - révélait une conscience aiguë des points politiquement sensibles : droit au logement, mixité sociale par l'instauration d'un pourcentage minimum (20%) de logements sociaux dans toutes les communes, réhabilitation des quartiers insalubres, établissement de schémas de "cohérence territoriale" pour les agglomérations, réorganisation des transports afin de remettre en cause l'omniprésence de l'automobile. Le 1er août 2003, M. Borloo, alors ministre délégué à la Ville et à la Rénovation urbaine, fit adopter une loi de "rénovation urbaine" destinée à résorber les "ghettos" urbains, notamment en détruisant et en reconstruisant les habitats les plus problématiques. Après les émeutes de 2005, l'accent fut mis sur la lutte contre les discriminations et l'inégalité des chances (loi pour l'égalité des chances, 31 mars 2006). Le 8 février 2008, le Président de la République présentait le plan qu'il avait promis pour les banlieues pendant sa campagne électorale. Le débat demeure ouvert, car la ville reste un lieu-clé des rivalités de pouvoir. Il s'agit d'un fief électoral convoité et objet de soins attentifs car l'élu bénéficie du rayonnement de "sa" ville et vice-versa. L'exemple français montre, principaux courants confondus, l'importance des maires des grandes villes dans la vie politique nationale et dans l'appareil des partis. Parfois, une ville devient la vitrine d'un programme, le siège d'un contre-pouvoir et/ou la base de la conquête du pouvoir suprême, comme ce fut le cas de Paris pour Jacques Chirac. La fonction de maire de la capitale, qu'il occupa de 1977 à 1995, contribua à son élection à la présidence de la République.

Du fait de la **concentration** d'hommes, de ressources et d'activités, **perturber** ou **interrompre** le fonctionnement de cette agglomération peut avoir des conséquences fatales pour le détenteur du pouvoir. Une bonne part des villes assiégées qui capitulent succombent à la faim (perturbation de leur approvisionnement). Le bombardement "stratégique" d'une ville vise le point de rupture de la résilience d'une population en tuant ou blessant des habitants, en détruisant ou endommageant gravement les organes et réseaux vitaux de la cité (eau, énergie, transports, approvisionnement, logement, hôpitaux, notamment). Pour évaluer l'effet de leur nouvelle arme, la bombe atomique, les Américains sélectionnèrent comme cibles des villes intactes, parmi lesquelles figuraient Hiroshima et Nagasaki. La concentration des fonctions de commandement planétaire à **Washington** (pouvoir politique et militaire) et à **New York** (pouvoir culturel, économique et financier, siège des Nations Unies) firent de ces deux villes les cibles des attentats d'Al Qaeda contre les États-Unis, le **11 septembre 2001**. L'opération la plus marquante frappa les tours jumelles du *World Trade Center*, qui regroupaient des talents humains venus de nombreux pays et des activités économiques couvrant l'espace

planétaire. Le monde entier s'en retrouva momentanément paralysé.

Mais ce qui rend les villes vulnérables leur confère également une grande **force**. Du fait même de la concentration, le pouvoir contrôle mieux le territoire urbain que le territoire rural. Il y dispose de l'essentiel de ses moyens de sécurité, il en maîtrise mieux l'espace parce qu'il le connaît mieux, il bénéficie de l'appui d'une partie - variable - de la population et peut mieux surveiller et réprimer celle qui lui est hostile. Les organisations clandestines disposent souvent de bases militaires dans les zones rurales, mais leur assise politique repose généralement sur les villes. La concentration devient camouflage (anonymat de la foule, multiplicité de résidences où se cacher, par exemple) et fournit les supports nécessaires (complicités, logistique, moyens de communication, outils d'information, notamment). Prenons le cas de la révolution d'octobre 1917 : la direction du parti bolchevik vivait dans la clandestinité, à **Petrograd**, et y préparait le coup d'État, sans que ses adversaires ne parvinssent à la neutraliser. Autre exemple, celui de la Résistance française durant l'occupation nazie : **Lyon** fut sa "capitale" de 1940 à 1944 et, le 27 mai 1943, Jean Moulin fonda le Conseil National de la Résistance à **Paris**. Les Allemands connaissaient bien cette importance et concentraient leurs efforts de renseignement dans les zones urbaines : ils y arrêtèrent la plupart des responsables de la Résistance qu'ils capturèrent. Mieux, après son évasion, le commandant Loustaunau-Lacau fondateur de réseau de renseignement "Alliance" (surnommé l'arche de Noé par les Allemands), expliquait à ses compagnons interloqués qu'il fallait œuvrer au « carrefour de la défaite [28] », c'est-à-dire à Vichy :

« Vous allez y voir accourir l'élite du pays, les personnages en mal de commandements ou de directions lucratives, les pauvres bougres en quête de situations, les désespérés à la recherche d'une doctrine. Ce sera le grand rendez-vous des épaves.

- Mais nous ne sommes pas des épaves !
- [...] il faudra vous habituer à paraître ce que vous n'êtes pas. Sachez que pour se renseigner il faut aller aux sources et pour agir, prendre des contacts extérieurs. Vichy, en dehors des sources, est aussi le siège des ambassades. Ce n'est qu'en toute connaissance de cause que nous pourrons entrer dans l'action et y entraîner les autres. [29] »

Depuis la fin de la Guerre froide, le territoire urbain revient en force dans les **conflits**. Demeure la volonté de conserver/conquérir le siège du pouvoir, de ses moyens et de ses outils. Persiste la commodité d'un milieu qui offre une relative sécurité à l'action clandestine. Resurgit le "**pouvoir égalisateur de la ville**", cette particularité qui, dans le combat urbain, réduit la disproportion des forces entre les armées les mieux équipées et les guérillas ou les groupes terroristes. Lequel d'entre eux pourrait envisager de tenir sur un champ de bataille face aux gigantesques capacités de feu (conventionnel et nucléaire) et à la grande précision de frappe acquises par les armées des grandes puissances ? Aucun, à l'évidence ! Aussi, « l'adversaire n'a pas d'autre choix que de chercher des stratégies de contournement dans les espaces où il peut lutter à armes égales [30] ». Dans cette perspective, il agit sur un théâtre opérationnel où les engins balistiques, les chasseurs-bombardiers, les chars et les pièces d'artillerie lourde perdent leur efficacité, tout comme la plupart des moyens d'observation et de communication sophistiqués : la ville.

Cela résulte de la complexité de l'espace urbain. Celui-ci comprend, rappelons-le, de nombreux **sous-espaces différents** les uns des autres : centre ville, quartiers d'immeubles, quartiers

résidentiels pavillonnaires, zones industrielles, centres commerciaux, réseaux (auto)routier et ferroviaire voire fluvial, parfois métro et/ou tramway, canalisations souterraines, ponts, tunnels, zone aéroportuaire voire portuaire. Chacun présente des caractères propres, offre de nombreuses opportunités défensives et pose donc de multiples problèmes à l'assaillant.

Complication supplémentaire et pas des moindres, les **constructions** elles-mêmes :

« alors que l'espace naturel connaît fondamentalement deux dimensions d'analyse (ce que l'on peut voir directement - pente - et ce qui échappe à l'observation - contre-pente), l'espace construit comprend sept dimensions d'analyse. En effet, chaque bâtiment présente quatre faces, un toit, un sous-sol et une partie intérieure qui elle-même peut se subdiviser en une multitude de pièces ou locaux [31] ».

La **guerre** dans une ville présente donc des **caractéristiques** particulières :

« Le combat y est en effet :

- . difficile à conduire du fait de la complexité du milieu qui rend l'orientation problématique ;
- . diffus dans la mesure où il n'existe pas de ligne de front bien établie ;
- . hautement imbriqué par la présence de la population civile, des forces amies et adverses, voire neutres ;
- . destructeur par le nombre élevé de sources de danger ;
- . potentiellement meurtrier pour toutes les parties directement engagées et celles qui sont indirectement exposées aux effets des combats ;
- . sournois par le recours à des méthodes souvent déloyales où il est souvent impossible d'identifier clairement son adversaire [32] ».

« La majorité des engagements à venir aura lieu dans des centres urbains, contre des forces utilisant des moyens légitimes et illégitimes, contre des forces se déplaçant facilement, se cachant dans des constructions urbaines, peu vulnérables. En outre, du fait de leur faible concentration, mais dotées au contraire d'une excellente connaissance du terrain et d'une grande capacité, ces groupes parviendront à se fondre dans une population civile, souvent gagnée à leur cause ou se voulant détachée [33] ».

Perspectives certes peu attractives, mais, compte tenu de l'urbanisation croissante de la planète, les politiques comme les militaires s'y préparent plus que jamais. La guerre en général, et la guerre en milieu urbain en particulier, est un duel de volontés. Dans celui-ci, les moyens comptent énormément. Pour la force pacificatrice, spécialement en espace urbain, le coût humain et le prix financier atteignent des montants colossaux pour une sécurité relative, tandis que pour le groupe terroriste ou la guérilla, la vulnérabilité des individus et la fragilité des points névralgiques d'une ville permettent de provoquer des perturbations considérables avec une grande économie de moyens. Encore un effet de la concentration. Les guerres en cours en Irak ou en Afghanistan en fournissent des exemples quasi quotidiens : un commando sabotant une centrale électrique ou une station d'épuration, un sniper abattant des chauffeurs d'autobus, des enseignants ou des médecins, un djihadiste se faisant exploser sur un marché ou sur le site d'un service de sécurité, entravent durablement le fonctionnement d'une ville et corrodent l'adhésion des populations à la force qui ne mérite plus que partiellement son qualificatif de "pacificatrice". Cela impose une organisation, un équipement et un entraînement adaptés. En fait, **combattre en ville aujourd'hui** oblige à prendre en compte des paramètres aussi divers que la nature des combattants adverses (plus souvent des miliciens et/ou des terroristes, voire des truands, que des forces régulières), les différentes composantes de l'espace, les résidents (en n'oubliant pas leur diversité), la présence éventuelle de réfugiés, le regard des médias, l'application d'un couvre-feu (qui peut être modulé selon les

quartiers), le contrôle des mouvements de la foule (vaquant à ses activités ou manifestant son hostilité), l'administration de la vie quotidienne sous tous ses aspects (sécurité, services publics, approvisionnement alimentaire et énergétique, fourniture d'eau et d'électricité, voirie et circulation, assainissement, entre autres), la protection de sites sensibles comme de lieux symboliques, et la liste n'est pas exhaustive. La bataille de Stalingrad ne fournit plus un modèle suffisant pour appréhender les interventions militaires en territoire urbain : hormis combattre avec acharnement pour s'assurer le contrôle du terrain, il faut également restaurer les conditions de vie normales du temps de paix et susciter l'adhésion des habitants, des préoccupations qui n'embarrassaient guère le dictateur soviétique. Cela suppose « des compétences gestionnaires et un haut niveau de discipline [34] ». La plupart des conflits actuels sont de nature intra-étatique (ce qui n'exclut pas forcément l'intervention d'un ou de plusieurs États) et posent des questions politiques : qui gouvernera, selon quelles valeurs et quels principes, dans quel cadre institutionnel ? Ils visent, par conséquent, le contrôle des hommes, autant que celui des territoires. Le premier conditionne le second, donc « le seul front que doivent tenir les forces engagées est celui de la population [35] ». « La manœuvre est là : contenir l'adversaire, le faire renoncer à ses projets ou le détruire si nécessaire, mais surtout mettre en œuvre tous les moyens - et la plupart ne sont pas militaires - pour amener cette masse des attentistes à voir leur intérêt, individuel puis collectif, dans la réussite de l'intervention [36] »

Vaste programme, si l'on songe à la complexité qui caractérise, déjà, la gestion d'une ville en temps de paix dans un pays développé. Ajoutons que l'espace concerné ne se cantonne pas toujours aux villes et, s'il existe une guérilla rurale, les mêmes objectifs s'imposent dans les campagnes.

Compte-tenu de son rôle essentiel dans les équilibres et les déséquilibres des sociétés, la ville constitue un enjeu majeur dans toute lutte pour le pouvoir, quelle qu'en soit la forme. En cas de conflit armé, elle compte tout autant. L'analyse géopolitique s'y intéresse donc attentivement, en prenant garde aux multiples différences et variations dans les caractéristiques et les interactions.

Plus

[Comment se procurer au format papier l'ensemble de cet ouvrage de référence signé de Patrice Gourdin, "Manuel de géopolitique", éd. Diploweb via Amazon ? D'un clic.](#)

PROBLÉMATIQUES LIÉES AUX VILLES

*Quel(s) contentieux génère(nt) la (les) ville(s)
du territoire où se déroule la crise ou l'affrontement ?*

Comment les éventuels combats s'y déroulent-ils ?

CHAMPS DE RECHERCHE

Outils pour étudier la(es) ville(s) du territoire où se déroule la crise ou le conflit :

- les cartes, les plans,
- les ouvrages consacrés à la géographie, à l'histoire, à la sociologie, à l'économie et à la stratégie..

Les **informations** recueillies servent à repérer l'influence de la (des) ville(s) du territoire sur le déroulement des événements. Le plus souvent un ou plusieurs des éléments suivants :

- la situation géographique,
- la morphologie,
- la population,
- les fonctions,
- les sous-espaces,
- l'intégration en réseau(x),
- les problèmes internes,
- l'enjeu stratégique,
- les formes revêtues par les combats.

La (les) ville(s) forme(nt) toujours un espace à la fois différent et connecté aux autres et chaque cas présente des particularités.

Une information est pertinente lorsqu'elle contribue à éclairer la crise ou le conflit que l'on étudie.

Copyright 2015-Gourdin/Diploweb.com

P.-S.

Docteur en histoire, professeur agrégé de l'Université, Patrice Gourdin enseigne à l'École de l'Air. Il intervient également à l'Institut d'Études Politiques d'Aix-en-Provence. Membre du Conseil scientifique du Centre géopolitique, l'association à laquelle le *Diploweb.com* est adossé.

Notes

[1] . Allix Grégoire, « Depuis 2008, la moitié de l'humanité vit en ville », Le Monde, 24 octobre 2008.

[2] . Giblin-Delvallet Béatrice, « ville », in Lacoste Yves (dir.), Dictionnaire..., op. cit., p.

1569.

[3] . Lévy Jacques, « Ville », article dans Lévy Jacques et Lussault Michel (dir.), Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés, Paris, 2003, Belin, pp. 988-993.

[4] . Paulet Jean-Pierre, Géographie urbaine, Paris, 2001, A. Colin, p. 25.

[5] . Ibidem, p. 40.

[6] . « The 2008 Global Cities Index », Foreign Affairs, November-December 2008.

[7] . Dumont Marc, « La mondialisation de l'urbain », in Lévy Jacques (dir.), L'invention du monde. Une géographie de la mondialisation, Paris, 2008, Les Presses de Sciences-Po, p. 176.

[8] . D'après « The 2008 Global Cities Index », op. cit.

[9] . Dumont Marc, op. cit., pp. 176-177.

[10] . Douzet Frédérick, « Pour une démarche nouvelle de géopolitique urbaine », Hérodote, n° 101, 2001, p. 68.

[11] . Brunel Sylvie, L'Afrique. Un continent en réserve de développement, Paris, 2004, Bréal, pp. 122-123.

[12] . Musset Alain (dir.), Géopolitique des Amériques, Paris, 2006, p. 100.

[13] . Tuquoi Jean-Pierre, « À Casablanca, la terreur est sortie des bidonvilles », Le Monde, 20 mai 2003.

[14] . Beaugé Florence, « "Casanegra", film-vérité sur Casablanca, dévoile la face sombre du Maroc », Le Monde, 28 janvier 2009.

[15] . Le dernier rapport en date : Uno-Habitat, State of the World's Cities 2008-2009. Harmonious Cities, United Nations Human Settlements Program, New York, 2008, 280 p. (<http://www.unhabitat.org/pmss/listitemDetails.aspx?publicationID=2562>). Pour consulter les chiffres mondiaux de la population, rechercher sur : <http://data.un.org>

[16] . « Conférence de presse sur le "Rapport sur la situation des villes dans le monde 2008-2009. Villes harmonieuses" », New York, 27 octobre 2008 (<http://www.un.org/News/fr-press/docs/2008/Conf081027-HABITAT.doc.htm>).

[17] . Réfugiés migrant pour des raisons religieuses, en arabe.

[18] . Ou "ville-globale", expression forgée pour désigner les villes qui présentent les spécificités leur conférant une influence mondiale.

- [19] . Gayer Laurent, « Karachi. Violences et globalisation dans une ville-monde », Raisons politiques, n° 15, 2004, pp. 38-39.
- [20] . Boivin Michel, « Karachi et ses territoires en conflit.pour une relecture de la question communautaire », Hérodote, n° 101, 2001, p. 186.
- [21] . Husock Howard, « Slums of Hope », City Journal, Winter 2009.
- [22] . Décret n° 2005-1386.
- [23] . Site Internet de la Présidence de la République française (<http://www.elysee.fr/>).
- [24] . Henrotin Joseph, « Un conflit de cinquième génération », La Libre Belgique, 7 novembre 2005.
- [25] . Pour une présentation générale de la politique des pouvoirs publics français en matière urbaine, consulter le site de la Délégation interministérielle à la ville : <http://ville.gouv.fr>. Pour un état des lieux, lire le rapport annuel de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles (sur le même site).
- [26] . « “Les villes se construisent sur des compromis” », propos de François Ascher recueillis par Grégoire Allix, Le Monde, 15 mai 2009.
- [27] . Courtois Gérard, « Gauche-droite en trompe-l’œil », Le Monde, 26 avril 2007 ; Ridet Philippe, « Nicolas Sarkozy a remporté la bataille des valeurs », Le Monde, 8 mai 2007 ; Fourquet Jérôme, « La captation réussie de l’électorat du Front national », Le Monde, 8 juin 2007.
- [28] . Fourcade Marie-Madeleine, L’Arche de Noé. Réseau “Alliance”. 1940-1945, Paris, 1998 [1e édition : 1968], Plon, p. 188.
- [29] . Ibidem, p. 28.
- [30] . Desportes Vincent (général), La guerre probable. Penser autrement, Paris, 2008, Economica, p. 35.
- [31] . Vuitel Alain, « La ville - un défi à la maîtrise des espaces », Military Power, Revue der Schweizer Armee, n° 2, November 2006, p. 15.
- [32] . Ibidem, p. 18.
- [33] . Struye de Swielande Tanguy « Zones grises et guérilla urbaine » in Struye de Swielande Tanguy (dir.), Les interventions militaires en zones urbaines.paradigmes, stratégies et enjeux, Bruxelles, 2008, Bruylant, p. 48.
- [34] . Henrotin Joseph, « Pensée stratégique classique et combat urbain : introduction à l’historiographie d’un combat rejeté », in Struye de Swielande Tanguy (dir.), Les

interventions..., op. cit, p. 34.

[35] . Desportes Vincent (général), op. cit., p. 59.

[36] . Ibidem, p. 147.